

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°67 - AVRIL 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

Remplaçons les urnes



par la mobilisation des travailleurs !

Sommaire du n° 67

- ✓ Déclaration du GSI - Deuxième tour de l'élection présidentielle. : p.2
- ✓ Les principales tendances de ce premier tour. : p.4
- ✓ Les mobilisations des travailleurs encadrent la campagne présidentielle. p.5
- ✓ Le « parcours première chance » de S. Royal, un parcours de misère et de précarité pour la jeunesse. p.6
- ✓ Sans-papiers : Unité jusqu'à la régularisation globale. p.7
- ✓ Revue de presse sociale. p.8
- ✓ Reproduction de la déclaration du GSI pour le premier tour. p.8
- ✓ La LIT-QI et le CITO se réunifient. p.11
- ✓ Courrier International n°128 - Déclaration LIT-QI - 1er mai. p.12 à 15

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) nouvelle adresse :
contact@gsi-litqi.org

Site Web (nouvelle adresse) :
<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le
26 avril 2007

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Déclaration du GSI

Deuxième tour : Non à la continuité capitaliste, remplaçons les urnes par la mobilisation des travailleurs !

L'ensemble des forces politiques voudraient nous faire croire à la réalité d'un duel « gauche-droite » lors de ce second tour qui verra « s'affronter » S. Royal et N. Sarkozy. Les prises de position en faveur de S. Royal de la part des deux principaux candidats, O. Besancenot (LCR) et A. Laguiller (LO), parmi les trois organisations dites trotskystes présentes lors du premier tour, viennent ajouter encore plus de confusion dans les rangs des travailleurs. Le deuxième tour de la présidentielle verra donc « s'opposer » deux candidats de la bourgeoisie.

S. Royal, candidate d'un PS, désormais exclusivement au service des capitalistes, qui propose de faire passer les mesures du MEDEF en les enrobant d'un discours social-libéral ou social-chrétien, aux choix, cherche désespérément un allié en la personne du démocrate-chrétien F. Bayrou arrivé en troisième position. Elle veut être la garante de l'ordre sociale capitaliste, c'est pourquoi elle se présente comme la candidate de la paix sociale... Son projet stratégique consiste à « moderniser » le pays, en s'appuyant sur les directions syndicales bureaucratiques, à travers le « dialogue social ».

C'est dans cette optique « d'unité nationale » pour pacifier la lutte des classes et étouffer les luttes des travailleurs, pour « sauver la France » de cet affrontement, que S. Royal et le PS proposent une alliance « ponctuelle » à F. Bayrou en vue de ce second tour. Alliance qui pourrait se prolonger à terme, en passant par différentes formes de transitions, dans une tentative de constituer un « parti démocrate » à l'américaine ou un « new-labour party » comme celui de T. Blair.

Cette perspective pourrait ainsi s'intégrer au projet partagé par le PS et l'UMP d'imposer un bipartisme institutionnel comme conséquence logique du quin-

quennat, posant les bases d'une ultime tentative de sauvetage des institutions bourgeoises.

L'autre « sauveur » de la bourgeoisie française, menacé par « les hordes » de prolétaires et de jeunes qui refusent d'accepter « l'ordre des choses », c'est N. Sarkozy. Sinistre petit führer de la droite française, il s'inspire de Bush et de sa politique. Sarkozy a le même objectif stratégique que le PS de Royal : « moderniser la France » au profit des capitalistes.

Là où les deux principaux candidats de la bourgeoisie diffèrent c'est sur les moyens tactiques. S. Royal veut d'abord l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat avant d'imposer son « ordre juste » contre les éventuelles vellétés de mobilisation des travailleurs. Et ce, afin de faire passer la politique du MEDEF à **froid**, sans lutte d'ampleur de la part des travailleurs.

L'autre, quant à lui, ne voit qu'une façon de faire passer la politique du MEDEF : la répression des mobilisations sociales d'abord afin de faciliter l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat ensuite... Sarkozy propose une méthode simple pour faire passer sa politique en s'appuyant ouvertement sur l'appareil répressif de l'Etat bourgeois. Il appelle cela « décomplexer la droite »...

De ce point de vue, le PS et l'UMP n'ont pas le même programme... de gestion de « l'économie de marché ». Ceux qui disent faire une différence entre la gauche et la droite pour justifier leur appel à voter S. Royal oublient de dire que **PS et UMP défendent un même choix de société : le capitalisme**. Ainsi, au lieu de défendre l'indépendance de classe en démystifiant le programme entièrement pro-capitaliste du PS, certains, pour des raisons purement électoralistes, préfèrent

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

jouer le rôle de couverture « de gauche » du PS créant ainsi la confusion chez les travailleurs. C'est le cas de deux des « organisations trotskystes » qui ont présenté des candidats lors du premier tour, la LCR et LO.

Ainsi, pour **O. Besancenot (LCR)** : « *Le 6 mai* [lors du second tour, NDLR] nous serons du côté de ceux et celles qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la république. Il ne s'agit pas de soutenir Ségolène Royal mais de voter contre Nicolas Sarkozy. ».

Pour sa part **A. Laguiller (LO)** déclare : « *Pour revenir sur le passé, je ne regrette pas, loin de là car j'en suis fière, d'avoir été la seule à refuser en 2002 d'appeler à choisir entre deux hommes de droite et à refuser de voter pour Chirac, Chirac qui avait Sarkozy dans ses bagages.* », elle ajoute : « *Je voterai donc pour Ségolène Royal. Et j'appelle tous les électeurs à en faire autant. Mais si je fais ce choix c'est uniquement par solidarité avec tous ceux qui, dans les classes populaires, déclarent préférer "tout sauf Sarkozy" ».*

Au delà de ces déclarations pitoyables, il faut relever que la prise de position de LO, sans précédent, a provoqué l'hilarité et la surprise générale. Prise de position qui lui a permis de rehausser son prestige dans les rangs du PS. A tel point qu'on a pu assister à cette scène surréaliste lors du meeting de S. Royal, à Montpellier, le 25 avril : la candidate du PS a remercié chaleureusement A. Laguiller et l'a faite ovationner par toute la salle !

Ceux qui avancent la perspective d'un gouvernement « de gauche », toutes variantes confondues, vivent dans le passé. La chute du mur de Berlin combinée aux exigences de la mondialisation capitaliste a généré un processus de décomposition des organisations se réclamant de la classe ouvrière. Au cours de ce processus, les partis ouvriers-bourgeois tendent à devenir des partis bourgeois, c'est le cas du PS français - et d'autres PS dans le monde - et les partis néo-staliniens ne sont plus que l'ombre de ces derniers. En quelque sorte, ceux qui défendent ce type de gouvernement attendent la renaissance d'une nouvelle mouture élargie de « gauche plurielle ».

Pour nous il est clair que ces deux candidats au service des capitalistes, fervents partisans du traité constitutionnel européen (TCE), ne diffèrent donc que sur les moyens tactiques, pas sur l'objectif stratégique. Quand l'une propose la méthode de « la main de fer dans un gant de velours », l'autre lui oppose la méthode du « big stick » (gros bâton) contre les travailleurs.

Ceux qui disent que Sarkozy veut imposer une défaite à la classe ouvrière ont raison. Mais nous avons aussi raison quand nous affirmons que **S. Royal et le PS veulent imposer une défaite à froid, sans luttes, aux travailleurs.** Entre la politique du « big stick » du petit führer des Carpates, de N. Sarkozy, et la politique pétainiste d'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat de S. Royal, nous n'avons pas à choisir. Choisir entre ces deux candidats de l'« UMPS⁽¹⁾ » et du MEDEF, reviendrait à accepter leur politique et à choisir « la sauce » à laquelle nous devrions « être mangés ».

Non, S. Royal n'est pas moins pire que N. Sarkozy contrairement à ce qu'essayent de nous expliquer la gauche institutionnelle et ses supplétifs. En 2002 la politique « du moindre mal » les a d'ailleurs amené à voter Chirac « contre » le Pen. On a vu le résultat et ce malgré le fait que le gouvernement Chirac-Raffarin ou Villepin était minoritaire dans les urnes : record d'expulsions de sans papiers pour la France, hausse du chômage et de la précarité, état d'urgence décrété contre la révolte des banlieues, GIGN contre les travailleurs de la SNCM...

Par ailleurs, à chaque fois que la classe ouvrière a su s'imposer, en particulier lors de la victoire du Non contre le TCE et lors des mobilisations contre le CPE (contrat premier emploi), elle l'a fait contre les partis institutionnels et sur son terrain : celui de la lutte des classes, celui de l'action directe des travailleurs et des jeunes. Pour nous, choisir entre ces deux candidats, c'est choisir le camp de la résignation, de la soumission à l'Europe de Maastricht-Amsterdam. Choisir entre ces deux candidats c'est faire revenir sur la table et par la grande porte le TCE et l'ensemble des objectifs des capitalistes.

Entre la peste et le choléra il existe pourtant un choix simple : la défense de l'indépendance de classe. L'orienta-

tion strictement électoraliste des formations « trotskystes » amène à ce qu'elles sortent globalement laminées de cette épreuve, bien que la LCR résiste de façon conjoncturelle au mouvement. Ce n'est pas une telle orientation - qui les transforme en supplétifs du PS - qui permettra d'ouvrir une perspective favorable aux intérêts historiques de la classe ouvrière.

Pour le socialisme, pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous besoin, il nous faut faire un choix. C'est pourquoi nous avons choisi de défendre l'indépendance de classe des travailleurs et leurs organisations, nous avons choisi de défendre l'avenir des luttes, nous avons choisi de défendre le socialisme.

Nous appelons les travailleurs et les jeunes à refuser de choisir entre Royal et Sarkozy et à s'organiser dès maintenant pour lutter et défendre leurs acquis, pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire seul outil à même de nous mener à la victoire, au socialisme.

Nous appelons les travailleurs à n'apporter aucune confiance ni aucune légitimité aux deux candidats qui continueront avec des méthodes « peut-être » différentes, la même politique imposée par les directives et traités de Bruxelles de démantèlement des conquêtes et acquis sociaux.

Nous appelons tous les travailleurs et la jeunesse à n'avoir confiance que dans leurs **PROPRES FORCES** pour vaincre cette politique anti-ouvrière. Avec la seule méthode traditionnelle du mouvement ouvrier qui lui a permis d'arracher autant de victoires, à savoir, la mobilisation unie et permanente des opprimés et exploités sous tous ses formes (grèves, manifestations etc.) contre l'ordre capitaliste et ses représentants.

Paris, le 26 avril 2007

(1) UMP + PS

Les principales tendances de ce premier tour

Un contexte marqué par un **nombre d'inscription record** - plus de 44 millions et demi d'électeurs, soit près de 8% de plus qu'en 2002, essentiellement dans les grandes villes - et une **participation record** avec 83,78%. L'abstention recule à son plus bas niveau (16,22%) depuis 1965 (15,25%) et la première élection du Président de la république au suffrage universel direct. Les principales tendances qui se sont dégagées sont :

L'aiguinement de la lutte des classes, lié au manque de perspectives politiques tout cela combiné à un climat de pression et de peur, orchestré par le PS et l'UMP suite au « fameux » 21 avril 2002 (vote Le Pen), a eu trois conséquences :

- une **inscription record**,
- une **participation record**
- une **tendance vers le « vote utile »** qui a favorisé essentiellement S. Royal (9,5 millions de voix, 25,87%) et F. Bayrou (6,8 millions de voix, 18,57%).

Le « vote utile » des travailleurs et des jeunes pour

S. Royal consiste en un rejet de Sarkozy plutôt qu'en une adhésion au programme du PS.

Le score de F. Bayrou reflète un vote démocrate-chrétien traditionnel et un vote de la petite bourgeoisie. Le « vote utile » pour Bayrou, venant des travailleurs, signifie un vote de rejet de Sarkozy et de Royal, un vote protestataire et non un vote d'adhésion.

La radicalisation de l'électorat de droite via la candidature de Sarkozy (11,45 millions de voix, 31,18%) qui lamaine les candidats de l'extrême-droite (Le Pen, 10,44% et De Villiers, 2,23%), qui perdent ensemble 820 mille voix comme aussi CPNT qui recule de 780 mille voix avec 1,15%.

Le recul du PCF (-250 mille voix) qui réalise, avec 1,93%, le plus mauvais résultat de son histoire, ouvre la phase terminale de la crise de ce parti.

Le recul de « l'extrême gauche » (-860 mille voix). La progression limitée de LCR (+288 mille voix) masque un recul global des organisations dites trotskystes dû à l'effondrement de LO (-1,140 million de voix).

Comparatif des élections présidentielles de 2002 et de 2007

| Premier tour 2002 | | | | Premier tour 2007 | | | | | |
|-----------------------|-----------|------------|-------------|----------------------|------------|-------------|--------------|------------|--------|
| | | Nombre | Pourcentage | | Nombre | Pourcentage | Diff. Nombre | Diff. % | |
| Inscrits | | 41 194 689 | | Inscrits | 44 474 519 | | 3 279 830 | | |
| Votants | | 29 495 733 | 71,60% | Votants | 37 260 798 | 83,78% | 7 765 065 | 12,18% | |
| Abstention | | 11 698 956 | 28,40% | Abstention | 7 213 721 | 16,22% | -4 485 235 | -12,18% | |
| Exprimés | | 28 498 471 | 96,62% | Exprimés | 36 724 845 | 98,56% | 8 226 374 | 1,94% | |
| Blancs+nuls | | 997 262 | 3,38% | Blancs+nuls | 535 953 | 1,44% | -461 309 | -1,94% | |
| Gluckstein Daniel | PT | 132 688 | 0,47% | Sohivardi Gérard | PT | 123 711 | 0,34% | -8 976 | -0,13% |
| Besancenot Olivier | LCR | 1 210 562 | 4,25% | Besancenot Olivier | LCR | 1 498 835 | 4,08% | 288 273 | -0,17% |
| Laguiller Arlette | LO | 1 630 045 | 5,72% | Laguiller Arlette | LO | 488 119 | 1,33% | -1 141 926 | -4,39% |
| Sous-total : | | 2 973 293 | 10,43% | Sous-total : | 2 110 665 | 5,75% | -862 628 | -4,69% | |
| Robert Hue | PCF | 960 480 | 3,37% | Buffet Marie-Georges | PCF | 707 327 | 1,93% | -253 153 | -1,44% |
| Jospin Lionel | PS | 4 610 113 | 16,18% | Royal Ségolène | PS+MDC+PRG | 9 501 295 | 25,87% | 4 891 182 | 9,69% |
| Chevènement J.-Pierre | MDC | 1 518 528 | 5,33% | Bové José | Altermond. | 483 076 | 1,32% | NS | NS |
| Taubira Christiane | PRG | 660 447 | 2,32% | Voinet Dominique | Verts | 576 758 | 1,57% | -918 066 | -3,68% |
| Mamère Noël | Verts | 1 495 724 | 5,25% | Bayrou François | UDF | 6 820 914 | 18,57% | 4 871 744 | 11,73% |
| Bayrou François | UDF | 1 949 170 | 6,84% | Sarkozy Nicolas | UMP | 11 450 302 | 31,18% | 4 331 851 | 11,30% |
| Lepage Corinne | CAP21 | 535 837 | 1,88% | Nihous Frédéric | CPNT | 420 775 | 1,15% | -783 914 | -3,08% |
| Chirac Jacques | RPR | 5 665 855 | 19,88% | De Villiers Philippe | MPF | 818 704 | 2,23% | NS | NS |
| Madelin Alain | UDF diss. | 1 113 484 | 3,91% | Le Pen Jean-Marie | FN | 3 835 029 | 10,44% | -1 636 710 | -6,42% |
| Boutin Christine | UDF diss. | 339 112 | 1,19% | | | | | | |
| Saint-Josse Jean | CPNT | 1 204 689 | 4,23% | | | | | | |
| Mégret Bruno | MNR | 667 026 | 2,34% | | | | | | |
| Le Pen Jean-Marie | FN | 4 804 713 | 16,86% | | | | | | |
| Second tour 2002 | | | | Second tour 2007 | | | | | |
| | | Nombre | Pourcentage | | Nombre | Pourcentage | Diff. Nombre | Diff. % | |
| Inscrits | | 41 191 169 | | Inscrits | 44 474 519 | | 3 283 350 | | |
| Votants | | 32 832 295 | 79,71% | Votants | 37 260 798 | 83,78% | 4 428 503 | 12,18% | |
| Abstention | | 8 358 874 | 20,29% | Abstention | 7 213 721 | 16,22% | -1 145 153 | -12,18% | |
| Exprimés | | 31 062 988 | 94,61% | Exprimés | 36 724 845 | 98,56% | 5 661 857 | 1,94% | |
| Blancs+nuls | | 1 769 307 | 5,39% | Blancs+nuls | 535 953 | 1,44% | -1 233 354 | -1,94% | |

Source : 2002, Conseil constitutionnel ; 2007, ministère de l'Intérieur

Les mobilisations des travailleurs encadrent la campagne présidentielle

Dans l'éditorial de l'Internationale n°66, nous disions déjà que la campagne présidentielle était fortement marquée par les mouvements sociaux. Cette réalité, loin de s'infléchir, a continué à encadrer la campagne électorale et a même eu tendance à s'accroître.

Normalement, les périodes électorales sont caractérisées par une relative « paix sociale » garantie par les partis politiques et les directions bureaucratiques. Or, pendant cette campagne, malgré le rôle de contention joué par les uns et les autres, ainsi que par les médias qui ont dressé un véritable mur de silence autour des mouvements sociaux en cours, les travailleurs se sont massivement mobilisés. Une telle situation n'avait plus été observée en France depuis plusieurs dizaines d'années.

Une multiplication de mouvements sociaux

Pour avoir une idée de l'ampleur de ces mobilisations (voir la revue de presse sociale dans ce numéro pour plus de détails) il suffit d'énumérer les principaux conflits sociaux qui ont eu lieu ces dernières semaines: la grève dure chez PSA à Aulnay-sous-bois, ainsi que tous les débrayages de soutien et les mouvements de grève dans d'autres sites de production automobile, même chez les sous-traitants ; la grève du port autonome de Marseille ; la grève des éboueurs du nord-est de Paris, de la banlieue nord et est, ainsi que la lutte des éboueurs de l'agglomération de Roanne; la grève des employés de Clear Channel, entreprise privée chargée de coller les affiches de la campagne officielle de l'élection présidentielle; les grèves chez Airbus et Alcatel-Lucent contre des plans de licenciements qui prévoient plusieurs milliers de suppression d'emplois en France ; la grève des agents de nettoyage des trains de nuit de la gare d'Austerlitz, rejoints par les agents de nettoyage de cette gare ; les grèves à la poste ou à la SNCF dans certaines régions ; à Alès, la grève dans une usine du groupe Schneider Electric ; la grève dans les hypermarchés contre la mise en place de caisses automatiques...

Et la liste pourrait être encore bien plus longue. A cela il faut ajouter la mobilisation des enseignants autour de la question des expulsions des élèves sans papiers et de leurs parents.

D'une manière générale, les revendications tournaient autour des mêmes questions : contre les suppressions d'emploi, pour l'augmentation des salaires, pour la transformation des temps partiels en emplois à temps plein en CDI, contre l'augmentation de la productivité, etc...

Mais l'aspect le plus intéressant est que l'ensemble de ces mouvements a montré, dans la pratique, la volonté d'unité chez les travailleurs. Par exemple, cela a été le cas entre intérimaires et salariés en CDI, entre jeunes et vieux chez PSA, entre enseignants et parents d'élèves, ou encore entre les travailleurs de Clear Channel, ceux de PSA et les éboueurs parisiens, qui ont manifesté ensemble.

Une crise institutionnelle profonde et des travailleurs qui cherchent les voies de l'offensive

Cette situation indique deux éléments centraux : d'une part, la profonde crise institutionnelle ouverte en 2002, lors des dernières élections présidentielles n'a pas été résolue ; d'autre part, les jeunes et les travailleurs sont disposés à lutter.

Depuis le non massif à la constitution européenne, notamment chez les jeunes et les ouvriers, et le mouvement contre le CPE, qui a obligé le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy à reculer, la crise institutionnelle s'est approfondie et les positions des uns et des autres se sont radicalisées.

La bourgeoisie mène des attaques de plus en plus violentes contre les travailleurs, mais elle éprouve de plus en plus de difficultés à faire passer ses plans, car les travailleurs ne sont pas disposés à se laisser faire. Dans le contexte actuel, les travailleurs cherchent à passer à l'offensive, mais ils doivent faire face à un obstacle de taille : celui des bureaucraties politiques et syndicales.

Les perspectives politiques et syndicales

Aujourd'hui, les bureaucraties syndicales, contrôlées majoritairement par les partis de l'ex-gauche plurielle, craignent tellement de se faire déborder, qu'elles n'appellent même pas à des journées d'action, de peur que les travailleurs ne s'en saisissent pour faire aboutir leurs revendications. De toutes façons, la question syndicale est liée au problème de la perspective politique. Or, aucun parti, même parmi ceux qui se disent révolutionnaires, en course dans l'élection présidentielle ne semble vouloir assumer cette tâche.

Lutte Ouvrière estime que la période dans laquelle nous nous trouvons n'est pas révolutionnaire et justifie de cette manière sa politique attentiste. Le Parti des Travailleurs, se limite à la défense des communes et de la république, développant un discours chaque fois plus nationaliste. Enfin la LCR, qui a renoncé à toute référence concrète au socialisme et à la révolution, court derrière les électeurs.

La nécessité immédiate des travailleurs, pour faire aboutir leurs revendications, c'est d'unifier et d'organiser les luttes à la base par les moyens traditionnels du mouvement ouvrier : les grèves, les assemblées générales, les comités de grève, etc... Et pour passer à l'offensive, il faut lever l'obstacle bureaucratique : ceci ne sera possible qu'en levant une véritable perspective politique, c'est-à-dire une organisation ouvrière indépendante qui défende les intérêts des jeunes et des travailleurs, jusqu'au bout et sans concession.

Mathieu

Le « parcours première chance » de S. Royal, un parcours de misère et de précarité pour la jeunesse !

Du CPE au PPC

Un an à peine après la mobilisation victorieuse de la jeunesse contre le sort de misère et de précarité que le CPE lui réservait, Ségolène Royal, avec son « parcours première chance », montre clairement que les politiques patronales destinées à broyer les plus fragiles n'ont pas dit leur dernier mot ! Il est plus que jamais nécessaire au patronat de baisser le coût du travail pour sauver ses marges de profit, notamment en précarisant les travailleurs les plus fragiles, comme les jeunes.

L'échec du CPE n'a fait que retarder les attaques ; celles-ci reviennent par le biais de Ségolène Royal et de son « Contrat Première Chance », « contrat » devenu ensuite « Parcours », comme pour éloigner une parenté fâcheuse avec son jumeau le CPE.

Le PPC, qui concerne les entreprises de moins de 20 salariés (tout comme le CNE), consiste pour l'Etat à prendre en charge pendant un an le salaire et les charges d'un jeune de plus de 16 ans sans qualification.

S'attaquant brutalement aux plus fragiles d'entre les jeunes, ce dispositif organise leur précarité et leur malléabilité. Au terme d'une période d'essai de trois mois, le jeune peut se voir jeter sans ménagement. S'il poursuit, par « chance » (puisque chance il y a), son « parcours », il signera au mieux un CDI, au pire... un énième contrat d'ap-

prentissage ou de professionnalisation, antichambre du chômage qui l'attend au bout.

L'embauche en « contrat stable et durable » n'est est qu'une « possibilité » laissée au patron si, toutefois (admirons le cynisme), les jeunes « donnent satisfaction » ! Au terme du « parcours », donc, le jeune précaire aura remplacé efficacement un poste « stable », sans coûter un sou au patron.

Un cadeau inespéré au patronat :

Car le PPC va plus loin dans la soumission aux intérêts de la bourgeoisie que toutes les mesures d'exonérations massives de Balladur à Jospin. Avec le projet de Royal, l'exonération de charge se transforme miraculeusement pour les patrons en exonération pure et simple du salaire dû au travailleur ! C'est l'Etat qui, par l'intermédiaire des régions, se substitue au patron pour le versement du salaire payant "*la totalité des salaires et des charges*". L'Etat vient au secours de sa bourgeoisie en lui proposant une main d'œuvre gratuite, et en finançant la précarité.

L'« effet d'aubaine », dont les médias nous rabattent les oreilles, n'est rien d'autre que l'application des politiques anti-ouvrières nécessaires à la bourgeoisie pour maintenir ses profits : la baisse du coût de la main d'œuvre par tous les moyens. Pourtant, à en croire Ségolène Royal, l'« effet d'aubaine » ne serait pas à craindre... grâce au rè-

gne miraculeux du « donnant-donnant » ou « gagnant-gagnant ». Selon cette étrange vision fraternaliste de la lutte des classes, la bourgeoisie et les travailleurs trouveraient chacun leur compte : le profit pour l'une, la précarité pour les autres !

Dans la continuité du démantèlement du code du travail.

Avec le PPC, Ségolène Royal poursuit avec zèle les attaques de la bourgeoisie contre le code du travail, cet obstacle, résultat des conquêtes ouvrières, qui se dresse sur la route du profit. La bourgeoisie cherche par tous les moyens à contourner et casser les statuts qui, en garantissant la stabilité pour le travailleur, deviennent une contrainte insupportable au patronat.

Qui ne voit que le PPC (dont les inventeurs eux-mêmes disent que ce ne n'est pas un « contrat de travail »), est un moyen de substituer au CDI un parcours de précarité et de flexibilité ? Le droit le plus élémentaire du jeune travailleur, le droit à un emploi stable permettant de vivre dignement, est brisé. Et cette misère, cette précarité, cet avenir bouché laissés aux plus fragiles, Ségolène Royal les résume en un mot-clef : l'« agilité » dont les entreprises auraient besoin ; autrement dit : la casse impitoyable des droits et des statuts des travailleurs.

Fabrice

Non au « Parcours première chance » !

A bas les contrats de misère et de précarité !

Défense inconditionnelle du code du travail et des conventions collectives !

Un vrai travail, un vrai salaire pour la jeunesse !

Le GSI sur la toile :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Sans-papiers : Unité jusqu'à la régularisation globale !

Les périodes électorales sont l'occasion d'un silence médiatique saisissant sur les manifestations de la lutte de classe (grève, occupation...). La grand-messe républicaine des élections ne parvient pourtant pas à faire taire ceux qui sont disposés à lutter : les sans-papiers continuent de prouver leur détermination et leur combativité. Alors que se multiplient les rafles de plus en plus violentes (école Rampal, voir internationaliste n°66) et les expulsions, les

EDF situés Boulevard de Charonne (11ème arr.). Cette action devait rendre à nouveau visible leur combat, et permettre d'amorcer une mobilisation importante. Cependant l'occupation, qui se voulait le « QG de campagne de tous les sans-papiers », n'aura duré que quelques heures. La direction d'EDF s'est rapidement manifestée pour signer l'arrêté d'expulsion et permettre aux gendarmes mobiles d'intervenir. Saluons ici la position prise par la CGT-énergie en soutien à l'occupation, pour la régularisation de tous les sans-papiers. L'évacuation n'a pas donné lieu à arrestations et s'est conclue par une manifestation improvisée de Charonne à Bastille, baroud d'honneur des collectifs.

L'unité d'action des collectifs est en soi une victoire, car la division des organisations de défense des sans-papiers coûte terriblement à la lutte pour la régularisation de tous. Cette action doit poser les bases d'un processus de réunification des collectifs afin de doter les sans-papiers d'un outil puissant au service de leurs revendications. **Le mot d'ordre unitaire « régularisation globale de tous les sans-papiers » doit être porté par toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier.** Aujourd'hui, alors que les grèves et les manifestations encadrent la campagne électorale, l'unité des luttes doit être réalisée au plus vite. L'échec de la grève de PSA-Aulnay et de l'occupation des sans-papiers prouvent que seule une mobilisation d'ampleur par et pour les travailleurs peut permettre la victoire. Le patronat et ses alliés politiques sont disposés, à l'issue des élections, à attaquer durement les acquis ouvriers : il faut s'organiser en conséquence !

Rémy



principaux candidats à la présidence de la République rivalisent de propositions réactionnaires. De la création d'un ministère de l'immigration nationale (Sarkozy), à la remise au goût du jour des symboles de la démocratie bourgeoise (Royal).

Le vendredi 13 avril, à l'appel d'une dizaine de collectifs, les sans-papiers occupent à Paris des locaux appartenant à

REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Signature

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Revue de presse sociale

Rarement une période d'élections aura vu se multiplier à cette échelle les grèves et les occupations, preuve que les masses sont disposées à lutter, y compris dans un contexte électoral où tout est fait pour diviser et faire échec aux mobilisations.

La grève à **Paris-Austerlitz des salariés du nettoyage des trains** (société TSI-Advantys), qui avait débuté le 21 mars, a connu une issue heureuse pour les travailleurs, puisque leurs principales revendications ont été satisfaites : passage à temps complet des salariés à temps partiel, prime et extension de la convention collective « manutention ferroviaire » à tous les salariés.

Grève dans les **FNAC** de Strasbourg, Nice et Montpellier et grèves ponctuelles à Parinor, Etoile, Forum, Italie 2, Saint-Lazare, Montparnasse, Champs-Élysées, Bastille, Lille, Rouen, Reims, Metz, Tours, Angers, Troyes... : « pour l'emploi et les conditions de travail », contre un plan de restructuration qui prévoit la suppression de 427 emplois ; l'intersyndicale CGT-FO-SUD-CNT appelle à une journée de grève nationale le 4 mai.

Les salariés de **La Poste** se mobilisent contre les plans de restructuration, notamment « facteurs d'avenir » qui prévoit de nombreuses suppressions d'emplois. Les facteurs de Paris 17 CDIS, en grève depuis le mardi 17 avril, ont gagné jeudi 19 sur l'ensemble de leurs revendications : maintien du régime de travail, CDI pour tous les CDD, retrait des sanctions à l'encontre des grévistes.

La grève dans l'usine **Merlin-Gérin** appartenant au groupe Schneider Electric, entamée lundi 16 avril, a pris fin jeudi 19 avec la victoire des salariés qui ont obtenu : l'embauche

d'un salarié en contrat à durée indéterminée (CDI), et le gel des plans de productivité que la direction voulait appliquer à la main d'œuvre et au magasin de pièces détachées.

Grève des **ouvriers du livre** sur le site d'impression de Châtenoy-le-Royal (Saône-et-Loire) qui exigent, principalement, une augmentation salariale de 150 euros par mois. Deux quotidiens départementaux (le Journal de Saône-et-Loire et Le Bien Public) ne sont pas parus jeudi 19 avril.

La grève des **ouvriers de l'Aluminium** des Fonderies du Poitou, débutée le mardi 10 avril, s'est achevée le vendredi suivant par la proposition du patronat d'une augmentation de 40 euros acceptée par la majorité de l'assemblée générale.

Les **éboueurs** du Grand Roanne (Loire), en grève depuis trois jours, ont repris le travail jeudi matin après avoir obtenu satisfaction à leurs revendications, notamment sur leurs avancements et conditions de travail. Trente des 35 éboueurs de l'agglomération du Grand Roanne avaient cessé le travail, à l'appel de la CGT, pour réclamer : une réforme des avancements, l'organisation d'examens professionnels locaux, la semaine de 5 jours, l'intégration des contrats précaires, et dénoncer des problèmes d'organisation du travail.

Cette liste est loin d'être exhaustive, les mouvements sont nombreux. Cependant, la division et l'isolement voulus par les organisations politiques électoralistes et les bureaucraties syndicales empêchent une mobilisation nationale qui créerait les conditions de la satisfaction de toutes les revendications.

Remy

Nous reproduisons ici notre prise de position pour le premier tour de l'élection présidentielle. Déclaration du 5 avril 2007, publiée sur notre site web.



**Groupe Socialiste Internationaliste
Section Française de la Ligue Internationale de Travailleurs –
IV° Internationale**

Présidentielle 2007 : Pourquoi nous appelons à voter pour Arlette Laguiller ?

La lutte des classes s'aiguise et encadre les élections

Aiguïsement de la lutte des classes et approfondissement de la crise institutionnelle : ces tendances, déjà présentes lors de la précédente élection présidentielle de 2002, n'ont fait que se renfor-

cer au cours de ces cinq dernières années. Aussi, les tentatives de la quasi totalité des forces politiques de ce pays pour éviter l'affrontement et enfermer le « débat » dans le cadre des élections, ont-elles complètement échoué.

La réélection de Chirac, suite à la sinistre mascarade du « vote Chirac pour faire barrage à Le Pen » ; l'installation

d'une « majorité » parlementaire RPR-UDF, en 2002 ; l'arrivée de la « gauche » à la tête de la plupart des assemblées départementales et régionales lors des régionales et cantonales de 2004 : tous, élus par défaut ! Toutes ces élections furent encadrées par les mobi-

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

lisations, des manifestations de classe dont le sommet - provisoire - fut la grève de 2003 contre la « loi Fillon » de remise en cause des retraites.

Tout au long de cette période, l'abstention consciente s'est-elle maintenue à un très haut niveau, la lutte des classes s'aiguissant au grand dam d'un PS arc-bouté sur son objectif : tenir jusqu'en 2007 ! Cependant, le « non » massif à la constitution européenne est venu rappeler aux partisans du traité de Maastricht - et de son renforcement, que la classe ouvrière était toujours là... et bien là ! Une défaite réelle pour tous les partis institutionnels.

Après, la situation ne fera « qu'empirer ». Automne 2005 : explosion de la jeunesse des banlieues, exposée à toutes les vexations, écrasée par le chômage et la précarité ; printemps 2006 : déferlement de l'ensemble de la jeunesse. Ainsi donc, **le recul du gouvernement sur le CPE** a été une victoire de l'ensemble de la classe. Ce n'est que grâce aux manoeuvres des appareils syndicaux et des dirigeants du PS et du PCF, que le gouvernement a pu maintenir le CNE et rester en place mais, depuis, la mobilisation ne s'est jamais démentie et les grèves n'ont jamais cessé, jusqu'à aujourd'hui : enseignement, Alcatel, Airbus, PSA d'Aulnay-Sous-Bois (dans le 93), etc., etc... même les employés de la branche française de la multinationale Clear Channel, chargée de l'affichage officiel pour tous les candidats de cette élection, sont en grève !

La crise institutionnelle s'aggrave

La victoire du « non » au référendum sur la constitution européenne, et la mise en échec du CPE par la mobilisation des masses ont encore aggravé la situation du gouvernement Chirac : désormais, la crise politique touche les sommets de l'Etat et débouche sur une crise institutionnelle ; l'ensemble des représentations politiques en est touché. Le sauvetage de la Vème République avec la mise en place du quinquennat, et la volonté d'imposer un bipartisme institutionnel qu'UMP et PS appellent de leurs vœux, n'auront été que vaines tentatives.

Que le MEDEF et les bureaucraties syndicales (notamment celle de la

CGT) soient montés en première ligne dans la dernière période montre, à la fois, l'importance de la crise politique/institutionnelle, et la volonté conjointe - patronat et bureaucrates - d'avancer dans la voie d'une intégration des syndicats à l'Etat.

Sous la pression des Institutions européennes, l'indépendance de la classe ouvrière est menacée

Les partis de la bourgeoisie et leurs candidats ont toujours affirmé vouloir en finir avec les acquis ouvriers et même avec toute organisation indépendante de la classe ouvrière (Sarkozy, Bayrou, Le Pen ou De Villiers) ; c'est dans leur nature. Mais le PS et le PCF, eux, qui se prétendent des représentants de la classe ouvrière... ! Aujourd'hui, défenseurs de l'Europe de Maastricht et ralliés à « l'économie de marché », ils sont tous deux engagés dans une politique d'accompagnement de la destruction des acquis et conquêtes ouvriers.

De même, les dirigeants des principales organisations syndicales, qui sont pour l'essentiel des militants du PS et le PCF, tendent-ils à s'impliquer encore davantage avec le MEDEF et les gouvernements successifs dans une remise en cause de l'ensemble des droits et garanties des travailleurs, Code du travail et conventions collectives en tête. Le lieu où cette destruction s'organise : le Conseil économique et social.

L'intégration syndicale est en effet un axe de l'Union Européenne auquel adhèrent activement PS et PCF. Et la Confédération européenne des syndicats participe à la rédaction des directives en liaison avec la Commission de Bruxelles. Et la Confédération syndicale internationale, fondée fin 2006, travaille dans le même sens avec l'ONU et l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique). Désormais, la totalité des directions syndicales de ce pays est-elle intégrée à ce schéma.

Lever une alternative Ouvrière révolutionnaire anticapitaliste

La défense des intérêts de la classe ouvrière exige avec urgence : l'arrêt des délocalisations et des privatisations ; l'arrêt de la destruction des services publics, dont les piliers essentiels, enseignement et santé, sont menacés

conjointement à l'énergie, aux transports et aux moyens de communication ; l'interdiction des licenciements ; l'augmentation des salaires à un niveau permettant de vivre décemment ; que tous les travailleurs disposent d'un emploi et d'un logement dignes ; enfin, la préservation entière du Code du travail et des Conventions collectives. Ceci dit, peut-on réellement prétendre imposer une telle politique en laissant les capitalistes aux commandes de l'économie, avec tout loisirs de reprendre d'une main le double de ce qu'ils auraient eu à lâcher de l'autre ?

Aujourd'hui, pour répondre à la volonté de la classe ouvrière de défendre son indépendance et ses intérêts, il ne suffit point d'être « antilibéral », mais il faut une véritable perspective ouvrière, en rupture avec le capitalisme, pour un gouvernement des travailleurs : un gouvernement pour et par les travailleurs. Pour nous, cette alternative est le socialisme : expropriation des capitalistes, instauration de la propriété collective des moyens

de production et d'échange, à l'échelle du monde. Le socialisme, seule option possible face à la barbarie !

Cette élection, comme toutes les élections, devrait servir de tribune pour construire une telle perspective, pour proposer un cadre organisationnel dans ce but, pour le parti ouvrier révolutionnaire. Or, trois formations se réclamant, plus ou moins formellement, du trotskisme, présentent ou soutiennent des candidats : LCR, LO et PT.

Le **PT** : à partir des conséquences des traités et directives européens sur les travailleurs, il propose une rupture d'avec l'Union Européenne qui aboutit à une politique de défense de « la nation », c'est-à-dire, en définitive, du capitalisme « national », en France comme en Europe, avec des mots d'ordre tels que « la république une et indivisible » pour la France, et « l'union libre et fraternelle des peuples libres d'Europe ». La rupture d'avec le capitalisme ? La construction du socialisme ? Pour les jours de fête ! Le PT ne présente pas de candidat direct, mais soutien la candidature de **G. Schivardi** qui se définit comme un « socialiste républicain », candidat de maires.

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

Présentée par les médias comme une organisation trotskyste, la **LCR**, pour sa part, ne se revendique jamais publiquement comme telle : en effet, partisane de la « démocratie jusqu'au bout », elle a renoncé à la dictature du prolétariat et au centralisme démocratique. Aussi, la LCR axe toutes ses campagnes sur « l'Europe sociale » et la régionalisation, sans jamais exiger l'abrogation des traités capitalistes européens. Or, précisément, ces traités-là encadrent totalement l'ensemble des attaques économiques et sociales dirigées contre les travailleurs, en France et en Europe.

Antilibérale toujours, anticapitaliste parfois (et selon l'air du temps), la LCR n'a jamais exclu d'accepter un strapontin gouvernemental si les circonstances s'y prêtaient. Et même si en France elle

écarte cette option à l'heure actuelle, le cas existe déjà au Brésil, où Démocratie Socialiste (l'organisation soeur de la LCR) participe au gouvernement Lula ; et en Italie, où Sinistra Critica (le courant équivalent) participe de la majorité gouvernementale de Prodi. La candidature **O. Besancenot** de la LCR, qui appela à voter Chirac au deuxième tour de 2002, débouchera tout naturellement sur un vote PS au second tour de 2007.

Enfin, quant à **LO**, qui a condamné les émeutiers de 2005 et appelé à voter « non » à la constitution européenne, elle avait été pour l'abstention au traité de Maastricht en 1992. Cette organisation n'a pas été conséquente avec son appel à constituer un parti révolutionnaire des travailleurs, à l'occasion des européennes de 1999. Elle oscille en permanence entre national-trotskisme et internationalisme prolétarien formel.

Cependant, **LO** et sa candidate **A. Laguiller**, qui continuent à se réclamer du combat contre le capitalisme et pour le socialisme, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils n'appelleront pas à soutenir la « candidate blairiste » du PS au second tour de 2007. Par ailleurs, cette organisation qui a résisté à toutes les pressions en 2002 et refusé d'appeler à voter Chirac au second tour, se revendique-t-elle ouvertement du communisme, du trotskisme.

Aussi, pour le GSI, le seul qui apparaît comme un vote de classe utile, parmi ces trois candidatures à cette élection présidentielle, est le vote **LO**.

Le 5 avril 2007

C'est pourquoi, avec toutes nos réserves et sans aucune illusion, le GSI appelle à voter pour Arlette Laguiller.

(Suite de la page 11)

l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! » ; « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! ».

- Pour accomplir de telles tâches, il faut construire un Parti Mondial de la Révolution ; un parti qui devra : fonctionner avec centralisme démocratique ; mettre la classe ouvrière au centre de son action ; avoir comme raison d'être la lutte pour le pouvoir -tant dans chaque pays qu'à l'échelle de la planète- afin que l'Etat passe sous le contrôle de la classe ouvrière ; faire de la théorie révolutionnaire un des principaux outils de définition du programme et des mots d'ordre. Autrement dit : un parti léniniste de combat qui briguera la direction des travailleurs et qui s'opposera aux ainsi dits « partis anticapitalistes » ; lesquels partis, sous leur verbiage « socialiste », occultent leur véritable volonté de renoncer à la lutte de classe ouverte contre les gouvernements bourgeois et l'impérialisme.

Nous sommes pour la défaite militaire des armées d'occupation en Irak et pour la victoire de la résistance du peuple irakien. Nous nous plaçons du côté de ceux qui sont pour la défaite militaire des forces de l'ONU, et pour la victoire de la résistance populaire en Afghanistan. Quant aux troupes des ONU et OTAN (en fait, des troupes impérialistes), nous exigeons leur retrait immédiat du Kosovo, d'Haïti et de tous les pays où elles interviennent sous prétexte de raisons «humanitaires».

Nous appelons les travailleurs et les peuples du Venezuela, du Brésil, de Bolivie, d'Uruguay, d'Equateur, du Nicaragua et d'Argentine à se débarrasser de toute illusion vis-à-vis de

leurs gouvernements respectifs, et à se mobiliser pour s'opposer aux plans des mêmes. Ils sont, tous, des gouvernements bourgeois qu'il faudra vaincre pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

Nous appelons la classe ouvrière à garder une totale indépendance vis-à-vis des états, gouvernements et partis de la bourgeoisie, et à construire son propre instrument politique : le Parti Révolutionnaire International.

Pour tout ce qui précède, nous adressons un appel urgent à tous les partis et groupes révolutionnaires -trotskistes ou non- qui seraient d'accord avec ces principes de base et la politique qui en découle, à unifier nos forces dans la tâche de reconstruction de la Quatrième Internationale fondée par Trotski en 1938, comme riposte à la dégénérescence staliniste, cette dernière ayant enfin débouché sur la restauration capitaliste dans l'URSS et dans tous les autres états ouvriers, y compris la Chine. Nous les appelons à construire, ensemble, un Parti Mondial doté d'un programme révolutionnaire, fonctionnant avec centralisme démocratique et ayant pour objectifs la destruction du capitalisme impérialiste et la construction d'une société socialiste.

La réunification de la LIT (QI) et du CITO constitue un premier pas dans ce sens, dans la mesure où cette réunification fait partie de la reconstruction de la LIT, celle fondée par Nahuel Moreno dans le but de reconstruire la Quatrième Internationale.

A Sao Paulo, le 12 mars 2007.

LA LIT-QI ET LE CITO SE RÉUNIFIENT



Séparés depuis plus de dix ans, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI), et le Centre International du Trotskisme Orthodoxe (CITO) ont décidé de se réunifier, lors du prochain congrès mondial de la LIT (QI) qui aura lieu en mars 2008. Aussi, dans les pays où ces deux organisations ont des groupes, le processus de réunification a déjà commencé dans les faits, par un travail commun et fraternel.

Cette décision est le résultat de plus de trois ans de discussions, de réunions, de lignes politiques communes sur les principaux faits de la lutte des classes, et d'action politique commune là où les deux organisations ont des partis. Cela a été un processus franc et loyal, au cours duquel les désaccords ont été ouvertement posés, toujours à la recherche d'un programme et des politiques communes pour aller vers la construction d'une organisation internationale ; une organisation qui nous permette d'avancer vers la solution du principal problème des travailleurs et de l'humanité : une direction révolutionnaire permettant de détruire le capitalisme impérialiste et de démarrer la construction du socialisme avec démocratie ouvrière.

Les accords nous unissant sont ces mêmes principes de base qui ont été remis en question, voire abandonnés, par tant d'organisations soi-disant révolutionnaires et trotskistes. Ces dernières ont en effet succombé à l'énorme vague d'opportunisme née de la restauration capitaliste dans les anciens états ouvriers bureaucratisés (faussement appelés socialistes), et de la destruction de l'énorme appareil staliniste mondial ; appareil que, de Moscou, contrôlait le parti communiste de l'ex URSS. Ces accords sont les suivants :

- Le capitalisme impérialiste est le pire ennemi des travailleurs et des peuples du monde. Les impérialismes nord-américain, européen et japonais, malgré leurs différences, s'unissent pour exploiter et opprimer la classe ouvrière et les peuples de la planète, y compris dans leurs propres pays.
- Nous sommes pour la révolution socialiste mondiale. Il n'y a pas de révolution socialiste si les usines, la banque et le commerce ne sont pas expropriés aux capitalistes (nationaux et étrangers) et passés aux mains des travailleurs. Il faut établir un Gouvernement Ouvrier, Paysan et Populaire, c'est-à-dire une dictature Révolutionnaire du Proletariat fonctionnant sur la démocratie ouvrière, conformément au régime instauré par le Parti Bolchevique de Lénine et Trotski de 1917 à 1924 -années épiques de la grande Révolution Russe-, le plus démocratique que l'humanité ait jamais connu.
- Nous sommes pour mener, dans tous les pays de la planète, dans toutes les organisations ouvrières et populaires, une lutte intransigeante pour la conquête et la défense de la démocratie ouvrière : c'est la raison d'être du trotskisme et ce, depuis l'époque de l'Opposition de Gauche en URSS, courant implacablement persécuté par le régime bureaucratique stalinien qui s'est substitué à la démocratie des soviets. La lutte pour la démocratie ou-

vière implique une bataille sans merci contre les bureaucraties syndicales et politiques qui gouvernent, avec des méthodes de gangsters, les organisations de masse de la classe ouvrière et qui empêchent les travailleurs de discuter ouvertement, en assemblées, des tâches et politiques à mettre en œuvre contre l'exploitation capitaliste. La lutte pour la démocratie ouvrière signifie, en définitive, une bataille pour que la classe ouvrière et ses méthodes se placent de nouveau à la tête de tous les exploités dans la lutte contre l'impérialisme et ses alliés directs et indirects, ces derniers étant l'obstacle à l'instauration du socialisme, en lieu et place du capitalisme ; le socialisme, tel que conçu par Marx et mis en pratique par le Parti Bolchevique au cours des premières années de la Révolution Russe. La lutte pour la démocratie ouvrière signifie, en même temps, le combat idéologique et politique le plus intransigeant contre toutes les expressions de la démocratie bourgeoise ; ce régime qui, par le biais de son parlementarisme formel, détourne les travailleurs de leur lutte contre le capitalisme impérialiste, les maintenant sous la domination de leurs ennemis de classe.

- Nous nous opposons aux gouvernements de front populaire, tels ceux de Lula, Evo Morales et Tabaré Vázquez qui, tous, sont des gouvernements bourgeois appliquant les plans de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales. Nous nous opposons, également, aux gouvernements nationalistes bourgeois, tels ceux de Chavez au Venezuela, Correa en Equateur, et Ortega au Nicaragua qui, tous, déguisés en opposants de l'impérialisme, et se prétendant les « socialistes du XXI^{ème} siècle », ont pour seuls objectifs de préserver l'exploitation capitaliste et détourner la mobilisation de la classe ouvrière et les masses laborieuses. Dans la lutte contre ces gouvernements, nous combattons la politique de toutes ces organisations qui se réclament du mouvement ouvrier mais qui, capitulant dans les faits, se placent du côté de la bourgeoisie. Nous combattons par conséquent la politique de la social-démocratie et celle de leurs soutiens, les vieux partis communistes stalinistes. Nous combattons également les courants qui, comme le mandélisme (Secrétariat Unifié de la QI) et le lambertisme, ont rompu avec la tradition léniniste et trotskiste dès lors qu'ils ont intégré le gouvernement bourgeois de Lula.
- La classe ouvrière est le protagoniste de la révolution socialiste ; sa tâche, faire des paysans et du peuple travailleur ses alliés. Pour nous, ces deux mots d'ordre des fondateurs de la Première Internationale restent d'une totale actualité : «L'émancipation des travailleurs sera

(Suite page 10)



Déclaration de la LIT-QI à l'occasion du Premier Mai

Vive la lutte pour la révolution socialiste internationale !

Le premier mai 1886, à Chicago (Etats-Unis), l'organisation syndicale Chevaliers du Travail convoquait à une manifestation où 80 000 travailleurs sont descendus dans la rue pour réclamer la journée de travail de 8 heures ; grèves et manifestations ont continué à Chicago et elles se sont étendues dans tout le pays. Les patrons, craignant d'être confrontés au « début d'une révolution », ont déchaîné une répression féroce. La mort d'un policier a été l'excuse pour emprisonner les principaux chefs du mouvement, les soumettre à une parodie de jugement pour, finalement, exécuter plusieurs d'entre eux.

Ces militants sont passés à l'histoire comme les Martyrs Chicago, symbole du combat ouvrier contre le capitalisme et, à la fois, exemple de la violence à laquelle les bourgeois recourent pour défendre leurs intérêts. Nous leur rendons hommage, ainsi qu'à tous ceux qui durant ces 121 années sont tombés dans le combat contre le capitalisme, dont l'enseignant argentin Carlos Fuentealba, récemment assassiné par la police lors d'une grève dans la province de Neuquén (Patagonie).

En 1889, le Premier Congrès de la Seconde Internationale, l'Internationale Socialiste, a décidé que le Premier Mai deviendrait une journée de manifestation internationale pour la journée de 8 heures de travail. Depuis lors, dans la plupart des pays du monde, cette date est un jour de lutte de la classe ouvrière et d'unité internationale des travailleurs.

Paradoxalement, aux Etats-Unis, cette signification historique avait été perdue parce que la bourgeoisie a essayé, pendant plus d'un siècle, d'effacer la mémoire du Premier Mai de 1886 et des martyrs de Chicago. On y a même décrété que le *Labour Day* serait commémoré en septembre. Mais récemment, les travailleurs immigrés ont replacé le

Premier Mai en tant que date centrale de leurs revendications, en unité avec les travailleurs du monde entier (voir cadre).

Les objectifs et les perspectives de la lutte ouvrière

Le Premier Mai est aussi un moment où les travailleurs discutent des objectifs et des perspectives de leur lutte. La *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale* prend part à ce débat. Nous le faisons en revendiquant les principales prémisses développées tout au long de cette histoire (et abandonnées actuellement par la plupart des organisations de gauche) : la prépondérance de la classe ouvrière, principale force sociale de la lutte contre le capitalisme ; l'objectif stratégique d'une révolution socialiste internationale pour en finir avec la faim, la misère et l'exploitation ; et la nécessité de construire une direction révolutionnaire internationale pour diriger ce processus.

La situation actuelle

En Iraq et en Afghanistan, des guerres de libération nationale mettent en échec l'occupation militaire impérialiste et ouvrent la possibilité réelle de la défaite et de l'expulsion des occupants. Le peuple libanais vient de mettre en échec l'invasion de la jusqu'alors « toute-puissante » armée sioniste d'Israël. En Haïti, le peuple combat contre une occupation camouflée sous des « casques bleus » de l'ONU portés par des soldats sud-américains.

En Amérique Latine, le 21^{ème} siècle a commencé sous le signe de processus révolutionnaires qui ont envahi les rues contre le pillage dans plusieurs pays, ont renversé plusieurs gouvernements agents de l'impérialisme, et ont mis à l'ordre du jour la question du pouvoir en Equateur, en Bolivie et en Argentine. Au Venezuela, les masses ont mis en échec le putsch contre-

révolutionnaire qui avait renversé le gouvernement de Chavez. Au Mexique, un des pays les plus importants du continent, la lutte s'est manifestée dans les mobilisations massives contre la fraude électorale et dans l'insurrection d'Oaxaca.

Dans la « Vieille Europe », second pôle impérialiste mondial, dont les bourgeoisies sont les partenaires des Etats-Unis pour spolier le monde, des gouvernements alliés de Bush dans l'invasion en Iraq tombent. Le rejet de la Constitution Européenne, dans les référendums de France et des Pays-Bas, a affaibli le projet d'unité impérialiste continentale lancé à Maastricht en 1991. En même temps, la résistance des travailleurs contre les attaques à leurs conquêtes historiques s'intensifie en France et en Italie, de même que la lutte des travailleurs immigrés dans plusieurs pays, ou encore celle de la jeunesse des banlieues parisiennes.

Aux Etats-Unis, le développement défavorable du Moyen Orient s'est retourné comme un boomerang contre le gouvernement, ce qui a eu un impact sur les élections législatives et entraîné une véritable marée de voix contre Bush. D'autre part, l'entrée en scène massive des travailleurs immigrés et leurs exigences, a rappelé à la bourgeoisie impérialiste la plus puissante de la planète, que la lutte de classes est une réalité y compris aux USA.

Dans chacune de ces luttes, la LIT-QI se situe selon un critère clair et précis : nous sommes avec les opprimés, contre les oppresseurs. C'est pourquoi nous soutenons les travailleurs contre les patrons et leurs gouvernements; nous soutenons la résistance irakienne et afghane pour qu'elle mette en échec les occupants impérialistes; nous soutenons les peuples libanais et palestinien contre Israël; nous soutenons le peuple haï-

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

rien pour qu'il expulse les casques bleus; nous soutenons les luttes des travailleurs immigrés pour l'obtention des droits politiques, du travail et syndicaux, sans restriction; nous soutenons les femmes, les jeunes et ceux qui ont des options sexuelles différentes, contre l'oppression, la discrimination et la persécution dont ils souffrent sous le capitalisme.

Les politiques de l'impérialisme

Ce serait une erreur très grave de penser que l'impérialisme va se rendre de bon gré et gentiment face aux luttes ; ou qu'il pourrait « humaniser » son caractère d'assassin et son exploitation, comme le font croire les promoteurs du Forum Social Mondial.

Au contraire, comme un lion qui lèche ses blessures, l'impérialisme étasunien répond avec férocité en augmentant son budget militaire et le nombre de soldats en Iraq et en Afghanistan. En même temps, il menace de lancer une attaque militaire éclair contre l'Iran, avec l'excuse que ce pays développe un plan « dangereux » de technologie nucléaire. Et quand il ne peut pas agir directement, l'impérialisme étasunien fait appel à son éternel complice, l'ONU, pour se couvrir le dos en envoyant des casques bleus, comme c'est le cas au Liban et en Haïti.

Non, l'impérialisme ne va pas se rendre gentiment et de bon gré : ce cancer qui détruit l'humanité ne disparaîtra qu'une fois définitivement mis en échec. Entre-temps, la réalité mondiale sera marquée par la lutte entre le camp des travailleurs et les peuples d'une part, et le camp de l'impérialisme et ses alliés d'autre part ; une bataille féroce entre la révolution et la contre-révolution.

Le piège du Front Populaire et les gouvernements populistes

Face à la puissante montée révolutionnaire qui parcourt l'Amérique Latine, et face à l'échec des tentatives répressives ou la défaite électorale de ses candidats préférés, l'impérialisme a dû accepter l'existence de gouvernements de Front Populaire et de gouvernements dirigés par des figures populistes, qui ont commencé à se multiplier sur le continent.

Pour freiner et mettre en échec les révolutions, l'impérialisme a dû manœuvrer avec grand habileté et utiliser différents outils, tels les gouvernements de Front Populaire, dirigés par des organisations et des dirigeants ouvriers, comme celui de Lula au Brésil, ou paysans, comme celui de Evo Morales en Bolivie ; et les gouvernements de dirigeants de grand prestige populaire, comme Chavez au Venezuela, ou Rfaël Correa, en Equateur.

Tous, ce sont des gouvernements bourgeois, de défense du système capitaliste ; et au-delà de leur rhétorique de gauche, ils ne pratiquent qu'une opposition de façade à l'impérialisme. Cependant, la majorité du mouvement de masses les considère comme « leurs gouvernements », à cause des organisations ou personnages qui les dirigent et qui dissimulent ce qu'ils sont vraiment, à savoir : des instruments de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour faire face à un moment difficile de la lutte de classes. Ils trompent et utilisent les illusions des masses pour essayer d'« endormir » les luttes, de freiner et mettre en échec les processus révolutionnaires ou, comme dans le cas du Brésil, d'éviter que ceux-ci ne surgissent.

Le caractère d'« agents de gauche » de l'impérialisme de ces gouvernements se dévoile clairement quand, en couvrant Bush, ils envoient des troupes camouflées en casques bleus de l'ONU, pour occuper Haïti et réprimer son peuple : c'est ce que font Lula, Bachelet, Kirchner et Tabaré Vázquez.

La lutte contre les gouvernements de front populaire et les gouvernements populistes est un devoir de tous les révolutionnaires, parce que c'est la nécessité la plus impérieuse des masses latino-américaines, même si ces gouvernements ont aujourd'hui un immense soutien populaire parce que les masses croient encore dans leurs promesses. Alors, comment peut-on développer cette lutte ? La LIT-QI affirme que nous devons agir comme l'indiquait Lénine, en avril 1917, face à un gouvernement avec ces mêmes caractéristiques : *la tâche des révolutionnaires, « aussi longtemps que nous sommes en minorité, [est] d'expliquer patiemment aux masses la fausseté complète de toutes les promesses [de ces gouvernements, en même temps que] la nécessité que tout le pouvoir passe*

aux mains de la classe ouvrière », préparant ainsi les luttes inévitables à venir.

Le déluge opportuniste

Dans leur tentative de tromper les masses, les gouvernements de front populaire et les gouvernements populistes, ainsi que l'impérialisme lui-même, disposent du soutien de nombreux courants de gauche qui, dans le passé, se revendiquaient de la révolution et le socialisme. A partir de la chute de l'URSS et des autres Etats ouvriers du monde, un véritable déluge opportuniste a inondé la gauche, laquelle a abandonné, explicitement ou implicitement, la lutte pour la révolution socialiste.

Par exemple, Rifondazione Comunista, en Italie, qui s'est proposé de réorganiser la gauche de ce pays et a été pris comme modèle par les soi-disant « partis anticapitalistes », est actuellement une des principales forces du gouvernement impérialiste de Romano Prodi. Et de vieilles organisations de guérilla, comme la majorité des Tupamaros uruguayens, du FSLN nicaraguayen et du FMLN du Salvador, sont les supports des gouvernements bourgeois dans leurs pays respectifs, ou se préparent à le devenir. C'est le cas aussi des forces et des personnalités promotrices du Forum Social Mondial, dont la consigne « un autre monde est possible » est la base de la supposée alternative d'« humanisation » du capitalisme.

D'autres organisations maintiennent encore dans leur programme l'objectif d'un chemin vers le socialisme mais, comme le soi-disant Secrétariat Unifié de la IV Internationale (SU), elles ont abandonné la prémisse que ce chemin n'est possible qu'à travers la révolution et la dictature du prolétariat. Résultat : bien que par une voie différente, les organisations du SU n'hésitent pas à intégrer le gouvernement bourgeois, comme au Brésil ; ou à intégrer la base parlementaire du gouvernement, comme en Italie.

Plusieurs autres organisations encore, qui se disent trotskystes, maintiennent sur le papier le programme de la révolution socialiste ; mais ce programme, elles l'ont abandonné dans leur politique et leur pratique quotidienne, parce

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

qu'étant devenues de simples appareils électoralistes, ou parce que soutenant des gouvernements bourgeois comme celui de Chavez ou de Lula, avec l'excuse de « dialoguer avec les masses ».

La « mère de toutes les batailles » : la construction d'une Direction révolutionnaire

Les travailleurs et les masses, loin d'« abandonner la scène » comme beaucoup l'ont présagé dans les années 90, représentent aujourd'hui un des principaux pôles de la situation mondiale. Leurs luttes arrivent à mettre en échec l'impérialisme, à renverser des gouvernements, à obtenir des triomphes.

Toutefois, même si indispensables pour obtenir des triomphes, l'héroïsme et la combativité des masses ne suffiront pas à mettre en échec définitivement le capitalisme impérialiste et ouvrir la marche vers le socialisme, sans une direction révolutionnaire internationale prête à diriger la lutte de manière consciente et jusqu'à la fin.

Or, sans cette victoire définitive, toutes les conquêtes sont temporaires, fragiles et le capitalisme parviendra à les renverser par des moyens militaires ou avec la complicité des directions traîtres du mouvement de masses. Par exemple, la journée de huit heures, obtenue grâce à une lutte dure dans la première moitié du 20^{ème} siècle, et remise en cause aujourd'hui de droit ou de fait, dans la plupart des pays. Une autre grande conquête perdue, et ayant concerné un tiers de l'humanité : celle de l'expropriation de la bourgeoisie dans certaines régions de la planète. C'est pourquoi la construction de la direction révolutionnaire est la principale tâche des travailleurs et des masses du monde. Comme disait Léon Trotsky dans le Programme de fondation de la IV^{ème} Internationale : « *La crise de l'humanité est la crise de sa direction révolutionnaire.* »

En ce sens, la chute de l'appareil staliniste mondial à la fin des années 80 et début des années 90, un appareil dirigé par la bureaucratie gouvernementale de l'ex-URSS, constitue un fait très positif puisque signifiant la disparition du plus puissant et efficace collaborateur de l'impérialisme dans la tâche de mettre

en échec, de freiner ou de congeler les révolutions dans le monde. Avec la disparition de cette « camisole de force », la construction d'une direction révolutionnaire mondiale a de bien meilleures chances de réussite que par le passé.

Ceci n'exclut pas, comme nous l'avons vu, l'apparition de nouveaux obstacles, tels le chavisme ou les courants de front populaire, prêts à dévoyer la lutte des masses et à sauver le capitalisme. Mais ces courants, bien que plus forts que les organisations révolutionnaires, vus dans perspective historique, sont beaucoup plus faibles que l'ancien appareil staliniste mondial.

Les propositions de la LIT-QI

Pour la LIT-QI, la construction d'une direction révolutionnaire mondiale signifie, comme premier pas, la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, l'organisation fondée par Léon Trotsky en 1938, comme alternative au stalinisme et comme embryon de cette direction. Nos propositions centrales peuvent être résumées en peu de lignes :

- Pour en finir avec l'exploitation, la faim et la misère auxquelles le capitalisme impérialiste soumet le monde, une révolution mondiale est nécessaire, premier pas pour la construction du socialisme.
- Cette révolution s'initie à une échelle nationale, avec la prise du pouvoir par les travailleurs, la destruction de l'Etat et de l'armée bourgeois, et la construction d'Etats de nouveau type (Etats ouvriers).
- Ensuite, elle doit impérativement s'étendre à l'échelle mondiale, en prenant le pouvoir dans les pays les plus importants, jusqu'à mettre en échec définitivement l'impérialisme. Autrement, l'impérialisme sera toujours la force dominante du monde, économiquement et militairement, avec capacité d'isoler, d'affaiblir et, finalement, de mettre en échec les nouveaux Etats ouvriers. C'est pourquoi, il n'existe aucune possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays » (ou dans quelques pays), contrairement à la politique du stalinisme et ses variantes (comme le prouve l'expérience historique, cette politique a mené inéluctablement à la chute de tous les

Etats ouvriers ayant existé).

- Pour mener à bien cette tâche, les travailleurs et les masses ont besoin de construire des organismes démocratiques de lutte qui, dans une première phase, sont les promoteurs de la révolution et, après la prise du pouvoir, sont la base des futurs Etats ouvriers. Notre modèle de révolution socialiste apparaît comme un processus de lutte et d'organisation démocratiques des travailleurs et des masses. C'est la conclusion d'une expérience historique qui a démontré que les processus révolutionnaires dirigés à travers les ordres bureaucratiques de « secrétaires généraux » ou de « commandants » ont terminé dans l'échec.
- En même temps, il est nécessaire de construire des partis révolutionnaires nationaux avec centralisme démocratique, comme partie d'une organisation révolutionnaire mondiale capable de promouvoir consciemment ce processus d'organisation et de lutte des travailleurs et des masses.
- Cette tâche, la construction d'une direction révolutionnaire mondiale, ne peut être menée à bien sans combattre, de façon permanente, toutes les directions de front populaire, populistes, réformistes ou « socialistes bureaucratiques » qui essayent de dévier la lutte des travailleurs et des masses vers des impasses, ainsi que tous ceux qui capitulent aux dites directions avec toute sorte d'arguments.

C'est pourquoi, en ce Premier Mai, en même temps que nous soutenons toutes les luttes des opprimés contre les oppresseurs, nous voulons manifester aux travailleurs et aux peuples du monde que **la plus indispensable des tâches est celle de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.**

Sur la base de cette proposition centrale, la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale (LIT-QI) et le Centre International du Trotskysme Orthodoxe (CITO) ont décidé de se réunifier prochainement, lors du Congrès Mondial de la LIT-QI (en mars 2008). De même, le Parti d'Alternative Communiste (PdAC), dans son congrès de fondation, a décidé de rejoindre notre organisation interna-

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

tionale en tant que section italienne. D'autres organisations se sont approchées pour discuter avec la LIT-QI en Argentine, en Amérique Centrale et dans d'autres pays du monde. Ce sont

là les premiers pas d'une politique dont l'objectif est la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. La LIT-QI s'engage à mettre toutes ses forces au service de cette tâche et elle appelle tous les révolutionnaires du monde à s'y joindre.

São Paulo, 1 mai 2007

Secrétariat International de la
LIT-QI

Vive le Premier Mai !
Vive la lutte des travailleurs et des peuples du monde !
Vive la révolution socialiste mondiale !
Pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale !

Un fait symbolique

LE PREMIER MAI EST À NOUVEAU UN JOUR DE LUTTE AUX ETATS-UNIS

Comme nous l'avons vu, le Premier Mai, comme jour de lutte ouvrière, est né aux Etats-Unis en 1886, avec la manifestation pour la journée de huit heures convoquée par l'organisation syndicale *Chevaliers du Travail* de Chicago. Plusieurs de leurs dirigeants ont, par la suite, été emprisonnés, jugés et exécutés, et sont passés dans l'histoire comme les Martyrs de Chicago.

Depuis lors, la bourgeoisie étasunienne a essayé, par tous les moyens, d'effacer ces faits de la mémoire des travailleurs du pays et, de cette façon, de séparer ceux-ci de leurs frères du reste du monde. Sur la *Haymarket Square* (Place du Marché de Foin) de Chicago, rien ne rappelle actuellement la manifestation ou les confrontations entre travailleurs et policiers, le monument en hommage aux Martyrs de Chicago placé peu après leur exécution, ayant été enlevé par les autorités. De plus, un buste d'un policier mort a été détruit par des mains anonymes. Le Premier Mai, jour de lutte ouvrière, a été transformé en un mystérieux *May Day* et, en même temps, on a décrété que le *Labour Day* devait être commémoré chaque premier lundi de septembre, une date sans aucune signification historique.

L'année passée

Mais la bourgeoisie, même la plus puissante du monde, ne peut pas dissimuler éternellement la vérité historique, ni éviter les faits de la lutte de classes. Ainsi, le Premier Mai est en passe de devenir à nouveau, et de plus en plus, un jour de lutte ouvrière aux Etats-Unis par œuvre des travailleurs immigrés, spécialement les latino-américains, qui apportent cette tradition de leurs pays d'origine.

Après les manifestations massives des 9 et 10 avril 2006 exigeant le droit de vivre et de travailler légalement aux Etats-Unis, les organisations ont convoqué, pour le Premier Mai dernier, une journée de lutte avec comme mot d'ordre « un jour sans travailleurs immigrés ». Il s'agissait, de fait, d'une grève générale des travailleurs d'origine étrangère pour montrer leur importance dans l'économie du pays. Ce n'était pas une chose facile puisque, aux Etats-Unis, le 1^{er} mai c'est un jour de travail normal ; les travailleurs encouraient donc des risques : licenciement, perte de la *green card* voire, pour les

travailleurs immigrés illégaux, la déportation immédiate ; sans compter les menaces de groupes fascistes contre plusieurs organisations et dirigeants.

Malgré tout cela, la journée a été un grand succès. Des centaines de milliers de personnes ont abandonné leur travail et sont redescendues dans la rue, dans les grandes villes du pays, New York, Los Angeles ou Chicago, ainsi que dans beaucoup de villes moyennes et petites. Même à Anchorage (Alaska), quelques dizaines de manifestants ont défié, malgré le froid glacial.

Dans beaucoup de cas, les travailleurs ont défilé en vêtements de travail, avec de petites affiches qui disaient « nous ne sommes pas des criminels, nous sommes des travailleurs », ou groupés derrière les drapeaux de leurs organisations ; ainsi, par exemple, le Réseau National de Journaliers (travailleurs agricoles mexicains) et leur consigne : « Nous ne voulons être l'esclave de personne ». De cette manière, malgré l'effort de plus d'un siècle de la bourgeoisie américaine, le Premier Mai est redevenu un jour de lutte des travailleurs.

Son importance

Le caractère massif de la grève et des manifestations de l'année passée n'est pas un fait de moindre envergure. Actuellement, près de 25% de la classe ouvrière des USA est constituée d'immigrés, spécialement d'origine latino-américaine. Il suffit de parcourir n'importe quelle ville des Etats-Unis pour s'en rendre compte, dans les commerces, les hôtels, les restaurants, la construction de bâtiments ou la réparation des rues.

Que des milliers de travailleurs descendent à nouveau dans la rue un Premier Mai, aux Etats-Unis, a sans doute une grande valeur symbolique. C'est aussi un fait de grande importance pour tous les peuples du monde : ce sont les secteurs les plus exploités et les plus marginalisés de la classe ouvrière étasunienne qui arrivent au combat et commencent à secouer les fondements mêmes de cette société. Peut-être, avec ces faits, assistons-nous à la naissance d'un lien entre les processus révolutionnaires latino-américains et les débuts de la révolution socialiste aux Etats-Unis ; le futur le dira.

Premier mai

Déclaration de la LIT-QI



Vive la lutte pour
la révolution socialiste
internationale !